

ACTION URGENTE

UN TRIBUNAL CONDAMNE QUATRE JOURNALISTES À LA PEINE DE MORT
Un tribunal houthiste siégeant à Sanaa a condamné à mort quatre journalistes à l'issue d'un procès manifestement inique. Ces derniers sont détenus avec six autres confrères depuis 2015. Tous ont été soumis à une disparition forcée, détenus au secret et à l'isolement pendant certaines périodes, et privés de soins médicaux. Au moins trois d'entre eux ont été torturés et soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Représentant de l'Ansarullah aux négociations de paix

Mohamed Abdelsalam

Courriel : mdabdalsalam@gmail.com

Twitter : @abdusalamsalah

Monsieur Abdelsalam,

*Le 11 avril 2020, le Tribunal pénal spécial de Sanaa a condamné à mort quatre hommes parmi un groupe de 10 journalistes qui attendaient d'être jugés depuis 2015. **Akram al Walidi, Abdelkhaleq Amran, Hareth Hamid et Tawfiq al Mansouri** ont été déclarés coupables sur la base d'éléments forgés de toutes pièces. Leur avocat va faire appel de ce jugement, mais la date de la prochaine audience du tribunal reste inconnue.*

En décembre 2018, après avoir été interrogés en présence de leurs avocats, les dix journalistes ont été officiellement inculpés d'une série de chefs d'accusation, dont un d'espionnage, passible de la peine de mort. Les charges retenues contre eux sont les suivantes : « espionnage pour le compte de l'Arabie saoudite » ; « création de plusieurs sites Web sur Internet et les réseaux sociaux » ; et « diffusion de rumeurs, de fausses nouvelles et de déclarations en faveur de l'ennemi saoudien et de ses alliés contre la République du Yémen ». La première audience a eu lieu le 9 décembre 2019. Les avocats ont été autorisés à y assister, mais l'accès leur a ensuite été refusé à toutes les autres audiences, y compris la dernière à l'issue de laquelle quatre condamnations à mort ont été prononcées.

Depuis le début de leur détention en 2015, les 10 journalistes ont souffert de divers problèmes médicaux, notamment de douleurs au niveau de l'estomac et du côlon, de troubles auditifs, d'hémorroïdes, ainsi que de maux de tête dus à des problèmes de vision, pour lesquels ils n'ont pas bénéficié d'une prise en charge adaptée.

Selon la famille d'Abdelkhaleq Amran, en novembre 2016, des personnes détenues au Bureau de la sécurité politique dans des cellules situées à proximité de la sienne l'ont entendu crier pendant qu'on le torturait. D'autres journalistes ont également été soumis à des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements et se sont systématiquement vu refuser des soins médicaux urgents et des visites de leurs proches.

Nous demandons aux autorités houthies d'annuler immédiatement ces condamnations à mort, d'abandonner toutes les poursuites engagées contre les 10 journalistes et de les libérer. Dans l'attente de leur libération, les autorités doivent leur permettre de bénéficier d'une assistance juridique, de contacter régulièrement leurs familles et de recevoir des soins médicaux adaptés. Enfin, elles doivent diligenter une enquête efficace, indépendante et impartiale sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements, afin que tous les responsables présumés soient amenés à rendre des comptes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Abdelsalam, mes salutations distinguées.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Neuf des journalistes ont été arrêtés lors d'une même descente de police à l'hôtel Qasr al Ahlam, situé à Sanaa, le 9 juin 2015. Abdelkhaleq Amran, Hisham Tarmoom, Tawfiq al Mansouri, Hareth Humid, Hasan Annab, Akram al Walidi, Haytham al Shihab, Hisham al Yousefi et Essam Balgheeth travaillaient dans une chambre qu'ils avaient louée sur place car cet établissement était l'un des rares lieux de la ville disposant d'une connexion Internet et de l'électricité.

Le 10e journaliste, Salah al Qaedi, a été arrêté par les Houthis à son domicile de Sanaa le 28 août 2015 selon un témoin. Cinq minutes après, ceux-ci sont revenus sur place et ont ordonné à ses proches de leur remettre son ordinateur et son matériel, en menaçant d'arrêter le reste de la famille. Quand ses proches ont répondu qu'ils n'avaient pas son matériel, les Houthis ont arrêté les sept hommes de la famille et les ont détenus pendant 48 heures.

Le 16 mars 2016, neuf des journalistes concernés, à l'exception de Salah al Qaedi, ont été transférés du centre de détention provisoire d'Al Thawra à celui d'Al Habra. Salah al Qaedi, quant à lui, était détenu à Al Habra depuis la mi-octobre 2015. Le 23 mai 2016, les familles des 10 journalistes détenus se sont rendues à Al Habra pour leur rendre visite. À leur arrivée, des gardiens leur ont dit qu'ils n'étaient plus là mais ont refusé de révéler où ils se trouvaient.

Ils ont été détenus sans être jugés ni même inculpés jusqu'en décembre 2018. Ils ont alors été officiellement inculpés après avoir été interrogés en présence de leurs avocats. La première audience de leur procès a eu lieu le 9 décembre 2019. Sans en informer leurs avocats ni leurs familles, le tribunal a condamné Tawfiq al Mansouri, Abdelkhaleq Omran, Akram al Walidi et Hareth Hamid à la peine de mort lors de leur dernière audience, le 11 avril 2020. Les avocats ont été empêchés de représenter ces hommes et d'assister à l'audience.

Toutes les parties au conflit qui se déroule au Yémen, y compris les forces houthies, le gouvernement, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis et les forces yéménites soutenues par les Émirats, se sont livrées à des pratiques de détention arbitraire.

Dans les zones sous leur contrôle, [les forces houthies ont arrêté et détenu arbitrairement](#) des détracteurs et des opposants, ainsi que des journalistes, des défenseurs des droits humains et des membres de la communauté baha'i, dont beaucoup ont subi des procès iniques, [une détention au secret ou encore une disparition forcée](#). La majorité des personnes visées étaient des membres ou des sympathisants du parti politique Al Islah.

Le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale a harcelé, menacé et détenu arbitrairement des défenseur-e-s des droits humains et d'autres militant-e-s. Dans le sud du pays, les forces yéménites soutenues par les Émirats arabes unis ont mené une [campagne de détentions arbitraires et de disparitions forcées](#). En mai 2018, Amnesty International a publié un rapport exposant de manière détaillée les cas de 51 hommes détenus dans un réseau de prisons secrètes par des forces émiriennes et yéménites opérant en dehors du contrôle du gouvernement yéménite, y compris des personnes détenues entre mars 2016 et mai 2018.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : arabe et anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 27 janvier 2021.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Akram al Walidi (il), Abdelkhaleq Amran (il), Hareth Hamid (il), Tawfiq al Mansouri (il), Hisham Tarmoom (il), Hasan Annab (il), Haytham al Shihab (il), Hisham al Yousefi (il), Essam Balgheeth (il) et Salah al Qaedi (il).

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde31/6383/2017/fr/>